

La notion d'Etat et le vocabulaire politique :

quelle progressivité ?

4^{ème} partie : en troisième

Les nouveaux programmes sont écrits par cycles, et nous invitent à penser la progressivité des apprentissages. Comment construire une notion aussi complexe que celle de l'Etat au cours des cycles 3 et 4 ?

Objectifs :

- Proposer quelques apports théoriques sur la notion d'Etat et sur sa construction historique.
- Réfléchir à la progressivité : comment entrer dans une notion complexe ? comment donner accès à un niveau d'abstraction supérieur ? comment définir des objectifs annuels en terme de vocabulaire ?
- Proposer quelques études (un lieu, un personnage, un texte juridique...) permettant d'entrer dans ces questions, et quelques pistes d'organisation des idées au sein des séquences.

I. Qu'est-ce qu'un Etat ?

- Un territoire borné par des frontières et une population régis par un pouvoir central (des personnes physiques habilitées à dire le droit et à le faire appliquer en recourant si besoin est à la contrainte).
- La clarification wébérienne : dans Economie et société (1922), Max Weber formule ainsi le seul point commun à toutes les formes d'Etat possibles : la monopolisation de la violence légitime.
- Max Weber distingue :
 - Des Etats patrimoniaux : Un gouvernement comparable à celui du chef de famille dans les sociétés patriarcales ; Une absence de distinction entre patrimoine du souverain et patrimoine public ; L'exercice du pouvoir n'est pas juridiquement borné
 - Des Etats modernes : Institutionnalisation : l'Etat est une entité abstraite indépendante de la personne des gouvernants ; Rationalisation : bureaucratie, recherche de l'efficacité ; Prévisibilité : application des textes juridiques en vigueur
- L'Etat est donc une construction historique (schématiquement : naissance dans l'Antiquité, affaiblissement à l'époque féodale, modernisation à partir du XII^{ème} siècle), mais quelle que soit l'époque des questions communes se posent : D'où vient le pouvoir ? Pour quelles raisons les hommes consentent-ils à ce pouvoir ? Quel est le rôle de la religion dans les logiques étatiques ? Le rôle de la violence, et notamment de la guerre ? Quelle forme doit prendre l'Etat pour être le meilleur possible ? Quel doit être le périmètre des missions de l'Etat ?

II. Quelques repères par cycle

- Cycle 3 : du souverain à l'Etat
 - En CM1 : le souverain : Clovis, Charlemagne, Louis IX, François 1^{er}, Henri IV, Louis XIV... donnent quelques repères sur le pouvoir royal (sacre, décisions, réalisations...). Louis XVI et Napoléon Bonaparte incarnent des ruptures et de nouvelles façons de gouverner.
 - En CM2 : la République vécue, abordée par le prisme des cérémonies, de l'école, des droits.

- En sixième : les notions de royaume, empire, Etat.
- Cycle 4 : pouvoirs, formes et missions de l'Etat
 - En cinquième : la notion de pouvoir, les liens entre pouvoirs politiques, religieux et sociaux (noblesse).
 - En quatrième : la réflexion sur la source et donc la légitimation du pouvoir, les différentes formes que revêt l'Etat
 - En troisième : la question du périmètre de l'Etat : jusqu'où étendre ses missions ? jusqu'où les faire reculer ?

III. La notion d'Etat en classe de troisième : le temps des expérimentations sur le périmètre de l'Etat

Le XX^{ème} siècle est une époque d'expérimentation, pas seulement sur la forme institutionnelle de l'Etat, mais surtout sur l'ampleur de ses prérogatives et de ses missions.

On voit d'abord s'affirmer le pouvoir des Etats (guerres mondiales, expériences totalitaires, Etats-Providence). Le premier conflit mondial exige un effort exceptionnel des belligérants, occasion de changements profonds dans la fiscalité de l'Etat et dans le degré d'interventionnisme qu'il s'autorise désormais dans la vie économique. La guerre est une mise à l'épreuve de l'Etat, elle modifie son rôle dans la société ; mais la « totalisation » des sociétés belligérantes connaît aussi des limites, voire des reculs. Il y a simultanément un renforcement des instruments de la puissance de l'Etat et une montée des tensions, des contestations. Au final, la guerre de 14 prolonge un phénomène qui lui est antérieur : celui de la mutation identitaire intervenue entre 1880 et 1914, qui fait de l'individu, jusqu'alors membre d'une communauté imaginaire (la Patrie, l'Empire, le Royaume), un citoyen à la fois ayant droit et redevable de l'Etat, acquérant des droits (début de protection sociale, droit de vote, liberté d'opinion et de religion) en échange de devoirs (impôts, service militaire). Dans cette optique, la mobilisation de 1914 ne serait ni un choix, ni une contrainte, mais en quelque sorte le paiement d'une dette vis-à-vis de l'Etat. On peut envisager une étude sur les emprunts nationaux).



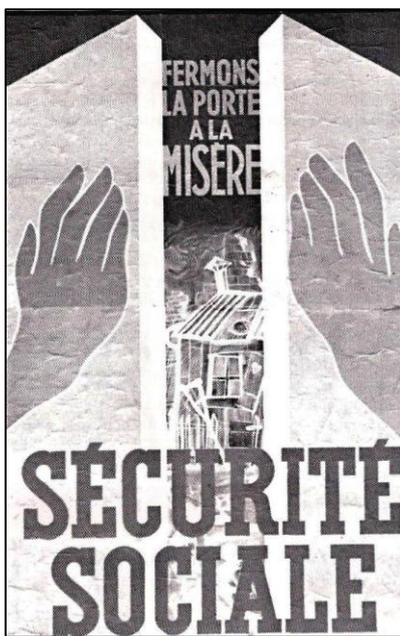
Lettre d'un mobilisé du 264^e régiment d'infanterie écrite à son épouse (saisie par le contrôle postal) :

« Si je te disais qu'ils ont le toupet de demander aux soldats de souscrire pour la continuation de la guerre et de les faire tuer. Jamais de ma part ils auront [sic] un sou. Et je te défends, et surtout ta mère, qu'elle ne fasse pas [sic] cette bêtise de souscrire » (Jean Nicot, *Les Poilus ont la parole. Lettres du front, 1917-1918*, p. 163.)

Voir l'analyse du site de la Réunion des Musées Nationaux : <https://www.histoire-image.org/etudes/emprunts-nationaux-guerre-1914-1918>

Les régimes totalitaires fonctionnent selon le principe du parti-Etat : le rôle dirigeant est dévolu au parti, doté des prérogatives de l'Etat. C'est donc davantage un renforcement du rôle du parti qu'un renforcement du rôle de l'Etat. Les organes dirigeants de l'Etat sont systématiquement doublés par des instances correspondantes du parti qui détiennent la réalité du pouvoir d'impulsion, de direction et de contrôle. C'est

ce qui permet à l'URSS d'adopter des constitutions qui instaurent un fédéralisme ouvert avec droit de sécession et des libertés publiques particulièrement larges : le parti reste rigoureusement centralisé et contrôle directement les organes de sécurité. Le concept de totalitarisme est critiqué pour deux raisons : l'inefficacité de l'appareil de contrôle et les résistances de la société civile (tout totalitarisme est un peu manqué, en raison de l'ampleur même du projet), et le caractère artificiel de la comparaison entre stalinisme et nazisme. On peut toutefois "sauver" le concept en le reformulant : la notion d'expérience totalitaire semble préférable, et souligne qu'un régime de ce type ne signifie pas la maîtrise totale des sociétés qu'il domine. Il faut aussi garder à l'esprit que la visée de totalité est conjoncturelle, inséparable dans sa genèse de la transition des années 1880-1930 : sortie difficile du religieux, déménagements identitaires multiples, naissance des idéologies de masse et redéfinition de l'Etat-nation consécutive à la brutalisation de la 1^{ère} GM : l'ambition totalitaire vise en premier lieu à rétablir une communauté humaine, elle séduit parce qu'elle promet de mettre fin à la division et d'offrir une vie où la communion dans la nation régénérée, la race parfaite ou la société sans classe l'emporte sur le conflit.



Le second conflit mondial provoque une prise de conscience du caractère suicidaire des affrontements entre Etats-Nations à l'époque de la guerre totale, et rend possible le mouvement d'unification européenne. Les deux conflits mondiaux du XXe siècle soulignent donc encore l'emprise des logiques de guerre sur le phénomène étatique. L'idéalisation de l'Etat Providence est alors utilisée pour renforcer la légitimité du pouvoir politique, ce qui lui permet de concurrencer victorieusement les bénéfiques symboliques que l'Eglise tirait de ses institutions hospitalières, éducatives et caritatives. Une étude sur la naissance de la sécurité sociale peut s'avérer utile.

Puis les Etats perdent du pouvoir à partir des années 1980 : l'Etat est contesté et concurrencé. L'efficacité de l'Etat est remise en cause à partir des années 1980 : coût excessif de l'Etat Providence, contestation de sa capacité à décider rationnellement à l'heure où les dossiers sont de



plus en plus complexes. Crise de confiance des gouvernés dans leurs institutions : ébranlement de la confiance dans les valeurs qu'incarne l'Etat, incapacité à réduire le chômage. Naissance d'institutions supranationales ou internationales dont le droit s'impose aux Etats. L'UE semble inaugurer un nouveau type de système politique durablement différent du fédéralisme classique : un haut degré d'intrication réciproque des Etats sans qu'émerge véritablement un super-Etat qui les coiffe. Là où l'Etat avait atteint son développement le plus achevé, des pressions de toutes sortes poussent irrésistiblement ces Etats-nations à longue tradition historique à dépasser ce modèle. Si elle transforme radicalement la manière dont les Etats fonctionnent désormais, elle ne les abolit pas.

On peut envisager une étude sur la monnaie unique.

Tableau de synthèse : la notion d'Etat et le vocabulaire politique - repères de progressivité

	Un Etat est :	Cycle 3		Cycle 4		
		CM1-CM2	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième
L'Etat personifié : le souverain	Un territoire et une population...	Royaume	Royaume Etat, cité-Etat Empire	Royaume Etat Empire	Royaume Etat Empire	Etat
	... régis par des gouvernants qui exercent certaines fonctions (décider, juger, combattre)...	Roi Empereur	Roi Empereur	Roi, monarque absolu Empereur (Basileus, Calife)	Roi, monarque absolu Empereur Séparation des pouvoirs	Séparation des pouvoirs Dirigisme Chef totalitaire
L'Etat abstrait : la codification du droit et du pouvoir	... et disposent d'un monopole de la contrainte légitime...		Justice* Armée* Impôts	Justice* Armée* Impôts	Justice* Armée* Impôts	Justice* Armée* Impôts
	... qui est justifié et légitimé par des valeurs et des symboles.		Droit divin Citoyenneté*	Droit divin	Droit divin Citoyenneté* Souveraineté nationale Nation Valeurs républicaines*	Citoyenneté* Souveraineté nationale Nation Valeurs républicaines*
	L'Etat s'appuie sur une administration...		Administration Fonctionnaires	Administration Fonctionnaires	Administration Fonctionnaires	Administration Fonctionnaires
	... et sur des textes juridiques.		Loi*	Loi *	Universalité des lois* Constitution* Déclaration des droits*	Universalité des lois* Constitution * Déclaration des droits*
L'Etat en débat : des questions toujours actuelles	Il entretient des relations variables avec d'autres pouvoirs (religieux, économiques, sociaux).			Théocratie Absolutisme	Laïcité*	Laïcité*
	L'Etat peut prendre des formes multiples selon l'organisation des pouvoirs qui est choisie.				Monarchie absolue ou constitutionnelle Empire autoritaire République démocratique*	République démocratique* (parlementaire, semi-présidentielle) Totalitarisme
	Les missions de l'Etat sont plus ou moins étendues.		Maintien de l'ordre et défense du territoire	Maintien de l'ordre et défense du territoire	Maintien de l'ordre et défense du territoire Education	Maintien de l'ordre et défense du territoire Education Etat providence Institutions supranationales

Royaume : première occurrence de la notion

Justice* : terme étudié également en EMC

Bibliographie :

